



REGLEMENT DE VOIRIE COMMUNALE REGLEMENTANT L'EXECUTION DES TRAVAUX DE VOIRIE ET DE RESEAUX DIVERS



VILLE DE MAYENNE

Table des matières

A – PREAMBULE	3
B - DISPOSITIONS GENERALES	3
CHAPITRE 1 – GENERALITES	3
Article 1.1 - Champ d'application.....	3
Article 1.2 - Obligations.....	5
Article 1.3 - Dispositions administratives générales.....	5
Article 1.4 - Dispositions techniques générales	5
Article 1.5 - Garanties	6
C - DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES PARTICULIERES	7
CHAPITRE 2 - DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES	7
Article 2.1 - Pouvoir de conservation :	7
Article 2.2 - Permission de Voirie :	7
Article 2.3 – L'Accord Technique Préalable :	8
Article 2.4 - Intervention sur voiries neuves :	9
D - DISPOSITIONS TECHNIQUES ET ORGANISATIONNELLES DES TRAVAUX	10
CHAPITRE 3 - DISPOSITIONS PARTICULIERES VILLE DE MAYENNE	10
Article 3.1 – Travaux de voirie de renouvellement des revêtements de chaussées et trottoirs :	10
Article 3.2 – Entrées Charretières :	10
Article 3.3 – Dispositions en faveur du développement durable :	10
Article 3.4 – Travaux limitant les ouvertures en tranchées :	11
Article 3.5 – Accessibilité aux personnes à mobilité réduite :	11
CHAPITRE 4 : PRESCRIPTIONS TECHNIQUES	11
Article 4.1 – Constat et état des lieux :	11
Article 4.2 – Organisation générale de l'intervention :	12
Article 4.3 – Exécution des travaux	15
Article 4.4 – Restitutions des lieux et contrôles	19
Article 4.5 – Types de revêtements et prescriptions techniques de réfection :	20
Article 4.6 – Inobservation du présent règlement – sanctions :	22
E – ANNEXES	24

A – PREAMBULE

Le Maire, conformément à l'article L 2211-1 du code des collectivités territoriales, concourt par son pouvoir de police à l'exercice des missions de sécurité publique. En vertu de l'article L 2212-2, «la police municipale a pour objet d'assurer le bon ordre, la sûreté, la sécurité et la salubrité publiques. Elle comprend notamment 1° : tout ce qui intéresse la sûreté et la commodité du passage dans les rues, quais, places et voies publiques.

Le Maire exerce ses attributions en matière dans le cadre des articles L 141-2, L 116-1 à L 116-8 et R 116-1 à R 116-2 du code de la voirie routière, ainsi qu'en vertu de l'article L 2122-1 du code général des collectivités territoriales.

A cet effet et pour la ville de Mayenne, le Maire organise la délivrance des autorisations d'occupation de ce domaine, fixe les conditions de chantier et définit les modalités de restitution des lieux à l'issue des travaux.

Le présent règlement de voirie et la délibération prise le 17 octobre 2019 ont pour but de formaliser et d'explicitier la réglementation applicable, relative à l'utilisation et la préservation du domaine public routier de la ville de MAYENNE. Les dispositions du présent règlement ne font pas obstacle aux autres règles (règlement de publicité, règlement de terrasses et autres mobiliers urbains,...) s'appliquant au domaine public **communal et viennent en complément au Code de la Voirie routière et notamment des Articles R*141-13 à R*141-21.**

Le règlement et ses annexes seront disponibles sur le site de la ville de MAYENNE.

B - DISPOSITIONS GENERALES

CHAPITRE 1 – GENERALITES

Article 1.1 - Champ d'application

Le présent règlement a pour objet de définir les règles de travaux sur le domaine public routier communal de MAYENNE.

Ce règlement fixe les modalités d'exécution des travaux de remblaiements, de réfections provisoires et de réfections définitives conformément aux normes techniques et règles de l'art. Il est applicable sur le domaine public routier de la ville de MAYENNE. C'est à dire sur l'ensemble des biens du domaine public de la commune affectés aux besoins de la circulation terrestre, à l'exception des voies ferrées, des routes nationales et départementales.

Les travaux ou ouvrages seront dénommés «**travaux**». Ces travaux concernent notamment la pose en tranchées ou en aérien, de fourreaux, canalisations, câbles ; la mise en place de mobiliers, coffrets, panneaux d'affichage ; généralement toute occupation au sol, en sous-sol ou en aérien du domaine public routier. Les travaux sont regroupés en trois catégories :

1. **les travaux programmables**, qui comprennent tous les travaux prévisibles au moment de l'établissement du calendrier des travaux tel que prévu à l'article L 115-1 du Code de la Voirie Routière ; **La ville de Mayenne organisera à cet effet des réunions de coordination afin d'anticiper de planifier les travaux sur ses espaces publics.**

2. **les travaux non programmables**, qui comprennent les travaux inconnus au moment de l'établissement du calendrier précité, notamment les travaux de raccordement et de branchement d'immeuble aux réseaux de distribution et ce inclus les extensions.

3. **les travaux urgents**, qui comprennent les travaux rendus nécessaires dans l'intérêt de la sécurité des biens et des personnes.

Les personnes morales ou physiques pour le compte desquelles seront réalisés ces travaux seront dénommées «**intervenants**». Sous cette appellation seront notamment regroupés les différents affectataires, permissionnaires, concessionnaires et occupants de droit. Ils sont les seuls habilités à solliciter les autorisations administratives décrites dans le présent règlement.

Les entreprises ou services chargés de leur réalisation seront dénommés «**exécutants**».

Les personnes morales et ou physiques sont les suivantes :

- **La Ville de Mayenne** : commune propriétaire : elle intervient au titre de la police de conservation. Elle surveille, entretient et remet à niveau périodiquement son réseau de voiries et les ouvrages associés afin d'offrir aux usagers et aux riverains le meilleur niveau de service,
- **Les affectataires de voirie** : Il peut encore s'agir de la ville de Mayenne ou tout autre personne à laquelle la ville de Mayenne affecte tout ou partie de ses biens (dont elle reste propriétaire) à disposition d'une autre personne morale pour lui permettre d'assurer le fonctionnement d'un service public,
- **Les permissionnaires de voirie** : Personnes morales ou physiques à qui la ville de Mayenne donne autorisations d'effectuer des travaux comportant occupation et emprise sur le domaine public routier. Cette autorisation est délivrée unilatéralement à titre personnel, précaire et révocable en raison du principe de l'indisponibilité du domaine public,
- **Les concessionnaires de voirie** : Personne physique ou morale qui obtient de la commune l'autorisation de construire sur la voirie communale des installations ayant un but d'utilité publique et d'en assurer en suite l'exploitation et l'entretien,
- **Les occupants de droit de la voirie** : La ville pour ses propres installations, certains services publics et diverses personnes physiques ou morales ayant acquis un droit d'occupation en raison de servitudes préexistantes à la décision de classement dans la voirie communale.

Article 1.2 - Obligations

Tout intervenant exécutant un ouvrage ou un travail sur le domaine public routier doit être titulaire d'un accord technique préalable ou d'une permission de voirie, délivré par la ville de MAYENNE.

Toutes occupations superficielles du domaine public routier autorisées par l'autorité disposant des pouvoirs de police de circulation et de stationnement ne sont pas soumises à accord technique préalable.

Toute exécution d'ouvrage réalisée sans autorisation constitue une contravention de voirie pouvant entraîner la poursuite de leurs auteurs, conformément à l'article 1.5 du présent règlement.

Il est rappelé qu'en dehors du champ d'application du présent règlement, l'intervenant est également tenu de :

- solliciter auprès de l'autorité disposant des pouvoirs de police de circulation et de stationnement, un arrêté temporaire de circulation et de stationnement ;
- respecter les dispositions relatives à l'exécution des travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques de transport ou de distribution.

Ces dispositions sont notamment la déclaration de travaux (D.T.) et la déclaration d'intention de commencement de travaux (D.I.C.T.) et en application avec le décret anti-endommagement (articles L554-1 et suivants et articles R554-1 et suivants du code de l'environnement).

Article 1.3 - Dispositions administratives générales

L'intervenant est responsable de son intervention conformément au règlement de voirie en vigueur sur la ville de MAYENNE. Celui-ci doit transmettre copie de l'accord technique ou la permission de voirie à son exécutant, ainsi que copie du présent règlement de voirie applicable sur le domaine public de la ville de MAYENNE.

L'ensemble de ces documents doit être disponible sur le chantier pour contrôle éventuel par le ou les représentants des services de la Ville de MAYENNE.

Article 1.4 - Dispositions techniques générales

Les travaux seront réalisés conformément aux normes et règles techniques en vigueur.

Les accords techniques et les permissions de voirie seront délivrés sur la base des annexes au présent règlement de voirie qui définissent les prescriptions types, en fonction des matériaux de revêtement, et de la localisation des travaux (Annexe 6 : Modalités de réfections sur la ville de Mayenne).

L'accord technique pourra comprendre des prescriptions spécifiques en fonction de la nature des travaux à réaliser, des parties de voirie concernées en tenant compte des prérogatives de l'occupant de droit.

Pour les revêtements de moins de trois ans, les travaux programmables ne seront pas autorisés sauf dérogation particulière accordée au cas par cas et assortie de prescriptions spécifiques. Ces dernières peuvent comprendre une reprise des revêtements beaucoup plus importante en surface que la zone concernée. Le contrôle des travaux est de la responsabilité de l'intervenant.

La ville de MAYENNE se réserve le droit de mener à son initiative, des contrôles inopinés, complémentaires ou contradictoires. Toute observation concernant la qualité des travaux et leur organisation sera transmise par écrit à l'intervenant, à charge pour ce dernier de prendre les mesures nécessaires à la prise en compte de ces observations.

De même, la ville de MAYENNE sera informée de la fin des travaux organisée par l'intervenant et pourra formuler les observations éventuelles sur la qualité des travaux. A charge pour l'intervenant de prendre les mesures nécessaires à la levée de ces réserves.

Après la fin des travaux, l'intervenant demeure responsable des désordres occasionnés à la voie et à ses équipements et des inconvénients qui pourraient en résulter dans les conditions de droit commun et jusqu'au terme des délais de garantie. Les fonctions des voies concernées par les travaux devront être maintenues dans la mesure du possible. Cela s'appliquera particulièrement à :

- l'accès des riverains (habitations, commerces, entreprises, services de secours et d'incendie...) ;
- la circulation des piétons, pour les occupations et travaux en trottoir, de même que pour les traversées piétonnes en chaussée, et ce dans le respect des modalités liées à la libre circulation des personnes à mobilité réduite ;
- l'écoulement des eaux pluviales ;
- la collecte des ordures ménagères ;
- l'accès aux bornes incendie, organes de coupure de réseaux, ect...

Les ancrages, avec ou sans massifs, de type clôture de chantier, échafaudage, grue, terrasse, parasol, support drapeaux sont interdits en domaine public routier, sauf accord préalable de la ville de MAYENNE. Dans ces conditions, les réfections sont à la charge de l'intervenant, y compris l'enlèvement des matériaux d'ancrage mis en œuvre.

Article 1.5 - Garanties

La fin des travaux est confirmée par l'intervenant au gestionnaire du domaine public routier concerné par avis de fin de travaux, dans un délai de 5 jours ouvrables après clôture définitive du chantier.

L'intervenant demeure responsable des désordres occasionnés à la voie et à ses équipements et des inconvénients qui pourraient en résulter pendant un délai de 1 an à compter de la réception de l'avis de fin des travaux.

C - DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

CHAPITRE 2 - DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES

Article 2.1 - Pouvoir de conservation :

La ville de MAYENNE, en application de l'article L 5 215-20 du code général des collectivités territoriales et L 141-12 du code de la voirie routière est substituée de plein droit pour exercer les compétences en matière de réglementation et d'autorisation sur le domaine public communal.

A ce titre, elle dispose d'un pouvoir exclusif en matière de gestion de la voirie routière.

En tant que gestionnaire de la voirie routière, la ville de MAYENNE est seule habilitée à délivrer les permissions ou concessions de voirie et à prendre toute disposition nécessaire pour préserver l'intégrité matérielle de son domaine et en garantir une utilisation compatible avec sa destination.

Article 2.2 - Permission de Voirie :

Tous travaux sur le domaine public routier en vue de l'implantation d'un ouvrage au sol ou sous-sol doivent faire l'objet d'un accord technique préalable délivré par le Service Technique de la ville de MAYENNE (article 2-3). Selon le régime juridique applicable à l'intervenant, une permission de voirie peut être également nécessaire, étant précisé que les occupants de droit ne sont pas assujettis à ce régime

L'occupation du domaine public est soumise au paiement d'une redevance conformément aux réglementations en vigueur, étant précisé que les occupants de droit sont soumis à un régime particulier de redevance.

Les travaux correspondant (y compris la remise en état du domaine public) sont soumis aux conditions du présent règlement.

Nul ne peut exécuter des travaux sur les voies de la ville de MAYENNE s'il n'a pas reçu au préalable une permission de voirie délivré par la Direction des Services Techniques de Mayenne et fixant les conditions d'exécution telles que définies dans le présent Règlement sous la forme :

- pour les intervenants soumis à la demande d'autorisation d'occupation de voirie (les opérateurs de téléphonie réseaux câblés Internet haut débit ou autres, les particuliers,...), il sera délivré une permission de voirie comprenant les prescriptions techniques.

Article 2.3 – L'Accord Technique Préalable :

2.3.1 – Principe :

Toute intervention sur le domaine public routier est subordonnée à la délivrance d'un accord technique préalable de la part des Services Techniques de la ville de MAYENNE. Pour les occupants de droit, seul cet accord est requis pour toute intervention, dans les conditions définies ci-après.

Ces interventions comprennent également l'ensemble des installations nécessitant un ancrage en domaine public routier, ainsi que les sondages et carottages réalisés sur le domaine public routier.

Cet accord est indépendant du droit permanent d'occuper le domaine concerné ou de la permission de voirie.

2.3.2 – Forme de la demande et délais :

L'accord n'est transmis qu'après présentation d'une demande auprès de la direction des Services Techniques de la ville de MAYENNE,

Cette demande devra être envoyée soit :

Sous forme dématérialisée à l'attention de la Direction des Services Techniques de Mayenne : services-tech@mairie-mayenne.net

Ou bien à l'adresse suivante : **Direction des Services Techniques - 10 rue de Verdun - CS 60111 – 53103 MAYENNE Cedex**

Celle-ci comprendra :

Pour des travaux programmables et non programmables :

- L'objet des travaux,
- La situation et l'emprise exacte des travaux,
- Un plan d'Exécution au 1/200 ou 1/500^{ème} indiquant précisément : le tracé des chaussées et des trottoirs, des propriétés et du mobilier urbain, des arbres et plantations, des canalisations existantes dans le sous-sol, le tracé des travaux à réaliser,
- La date de début et la durée prévisionnelle des travaux,
- **Le numéro et les coordonnées du personnel d'astreinte pour la durée de l'opération.**

La demande pour les travaux programmables sera faite au minimum 60 jours avant la date de démarrage des travaux.

La demande pour les travaux non programmable de raccordements et de branchements d'immeubles sera faite au minimum 15 jours avant la date de démarrage des travaux.

Pour des travaux Urgents (recherche de fuites) :

Pour ces travaux, le maire est tenu informé dans les vingt-quatre heures des motifs de cette intervention.

2.3.3 - Conditions de délivrance et délais d'instruction :

La délivrance de l'accord technique est également subordonnée au respect, par l'intervenant, des principes suivants :

- implantation compatible avec l'affectation et l'occupation du domaine public ;
- implantation compatible avec la libre circulation des personnes à mobilité réduite ;
- respect des prescriptions techniques conformes au présent règlement ;
- étude de fondation préalable pour les ouvrages nécessitant un ancrage ;
- maintien de zones de visibilité suffisante ;
- lisibilité du jalonnement et de la signalisation verticale et lumineuse ;
- aucune intervention autorisée, sauf dérogation exceptionnelle, dans les voies neuves (à l'exception des travaux rendus urgents pour raison de sécurité publique).

L'accord technique est délivré par la Direction des Services Techniques en la forme d'une réponse sur la demande d'accord technique préalable présentée par l'intervenant.

L'accord technique préalable ne décharge pas l'intervenant y compris les services concessionnaires du sous-sol d'effectuer les déclarations d'intention de travaux.

L'accord technique délivré est limitatif en ce sens que les travaux qui n'y sont pas spécifiés ne sont pas autorisés, sauf aléa de chantier à traiter au titre des travaux imprévisibles et urgents ainsi que pour les dépannages ou nouveaux raccordements.

Toute modification du projet doit faire l'objet de prescriptions supplémentaires, lesquelles peuvent entraîner des délais supplémentaires d'instruction.

L'accord technique pourra mentionner sa durée de validité, sans pouvoir dépasser une durée de six mois. Passé ce délai, une demande de renouvellement doit être formulée.

La réponse pour les travaux programmables sera faite dans les délais de 15 jours avant le démarrage des travaux mentionnés dans la demande.

La réponse pour les travaux non prévisibles de raccordements et de branchements d'immeubles sera faite dans un délai de 5 jours avant la date de démarrage des travaux.

En l'absence d'accord technique délivré par la Direction des Services Techniques dans les délais du présent règlement, aucune intervention n'est autorisée et la demande devra être renouvelée.

L'accord technique délivré par la Direction des Service Techniques doit être tenu en permanence à disposition sur les lieux d'intervention pour contrôle éventuel.

Article 2.4 - Intervention sur voiries neuves :

Sauf cas particulier, aucune intervention programmable ne sera autorisée dans les chaussées, trottoirs, dépendance de la voirie communale construite ou rénovée depuis **moins de 3 ans.**

D - DISPOSITIONS TECHNIQUES ET ORGANISATIONNELLES DES TRAVAUX

CHAPITRE 3 - DISPOSITIONS PARTICULIERES VILLE DE MAYENNE

Article 3.1 – Travaux de voirie de renouvellement des revêtements de chaussées et trottoirs :

Conformément à l'article R 115-1 du code de la Voirie, avant tous travaux de rénovation des trottoirs ou de la couche de roulement de la voirie, excepté les travaux de rustinage ou d'entretien ponctuels, la Direction des Services Techniques communiquera la liste aux Services Concessionnaires du sous-sol soit au cours d'une réunion de coordination soit par courrier. Les concessionnaires seront tenus de communiquer leurs prévisions de travaux dans les rues concernées.

Sans observation particulière la ville de MAYENNE considère qu'elle pourra mettre en œuvre l'exécution de ses travaux qui pourront reclasser celles-ci en voirie neuve.

Article 3.2 – Entrées Charretières :

Toute demande d'entrée charretière devra être adressée à : la Mairie de MAYENNE - 10 Rue de Verdun

Les travaux seront exécutés, aux frais du pétitionnaire par une entreprise agréée et enregistrée à la Fédération des Entreprises des Travaux Publics sous contrôle du représentant des Services Techniques.

Article 3.3 – Dispositions en faveur du développement durable :

La Ville de MAYENNE incitera les intervenants à la mise en place de dispositions concernant notamment :

- la préservation des ressources naturelles (usage de matériaux recyclés, recyclage et/ou réemploi des matériaux de fouilles et déconstruction : déblais, bordures et pavés...) ;
- la préservation de milieux naturels (prévention des pollutions, protection des arbres...) ;
- l'amélioration de la sécurité et des nuisances liées aux chantiers pour les personnels, usagers et riverains (tenue et signalisation des chantiers, limitation des nuisances) ;
- l'ouverture à l'innovation pour la mise en place de chantiers expérimentaux encadrés découlant de techniques nouvelles proposées par les entreprises limitant les impacts sur l'environnement.

Article 3.4 – Travaux limitant les ouvertures en tranchées :

Dans la mesure des possibilités géologiques des sols, des réseaux existants et de l'acceptabilité économique, La ville de MAYENNE incite les intervenants et les entreprises à mettre en place des techniques de travaux limitant les interventions en tranchées ouvertes. Cela tant pour la réalisation de réseaux neufs, que pour leurs remplacements ou leurs réhabilitations et sous réserves des prérogatives de l'occupant de droit. Ces techniques concernent notamment :

- Pour les ouvrages neufs : les techniques dirigées (le forage dirigé, le micro-tunnelier, le forage à sec, le forage humide, le forage horizontal), les techniques non dirigées (battage à tube ouvert, fonçage à la tarière, fusée, fonçage statique) etc.
- Pour les remplacements d'ouvrages : avec conservation des anciens réseaux (le micro-tunnelier « mange tube », l'éclatement (**après étude de limitation des risques de déformation de la chaussée**) ou avec suppression des anciens réseaux (fonçage du tube), etc.
- Pour la rénovation d'ouvrages : le chemisage, le tubage, l'injection d'étanchement, etc.

Article 3.5 – Accessibilité aux personnes à mobilité réduite :

La Ville de Mayenne apportera également une attention particulière au respect des règles liées à l'accessibilité.

Toute intervention liée au chantier devra impérativement respecter les textes en vigueur relatifs à l'accessibilité du domaine public routier aux personnes à mobilité réduite, pour les parties accessibles à la circulation piétonne.

Il en sera de même pour toute implantation d'émergences, de mobiliers urbains, de supports aériens, de panneaux, d'armoires, sous-répartiteurs, coffrets divers, etc.

CHAPITRE 4 : PRESCRIPTIONS TECHNIQUES

Article 4.1 – Constat et état des lieux :

Préalablement à tous travaux, l'intervenant ou les entreprises peuvent à leur initiative réaliser des photos pour déterminer l'état du sol avant l'intervention.

Ils peuvent également proposer de constater contradictoirement l'état de la chaussée, la position des câbles et canalisations et toutes autres contraintes dont l'intervenant ou son entrepreneur devra tenir compte dans l'organisation de son chantier (importance du trafic, signalisation existante ou à placer,...).

En l'absence de constat contradictoire ou de tout autre moyen de preuve pour déterminer l'état du domaine occupé, les lieux sont réputés en bon état d'entretien.

Article 4.2 – Organisation générale de l'intervention :

- Toute demande d'intervention doit faire l'objet de Déclaration de Travaux (D.T) et de Déclaration d'intention de commencement des travaux (D.I.C.T.) auprès du guichet unique.
- Le repérage et le marquage des réseaux doit être conforme (AIPR) et présent pendant la durée du chantier et toutes dégradations sur ouvrage ou de réseau enterré devront être signalées sans délai au responsable du réseau concerné.

4.2.1 Signalisation, Information et accessibilités riverains et mesures de protection

- L'occupant ou son exécutant doit prendre, de jour et de nuit, sous sa responsabilité et à ses frais, toutes les mesures relatives à la sécurité de la circulation (mise en place, entretien, surveillance de la signalisation, alternats, etc...). Pour rappel, un numéro d'astreinte devra être transmis à la Direction des Services Techniques qui le diffusera au sein de la collectivité.
- Toute intervention prévisible nécessitant une information de la population comportera à ses extrémités un panneau d'information indiquant le maître d'ouvrage, l'objet, les coordonnées de l'entreprise, la date et la durée de l'intervention et l'arrêté de voirie. Cette information sera à la charge de l'intervenant.
- Des ponts provisoires munis de garde-corps ou d'autres systèmes assurant la sécurité devront être placés au-dessus des tranchées pour l'accès aux entrées charretières et piétonnes intégrant les contraintes d'accessibilité liées aux P.M.R.
- L'intervenant ou le bénéficiaire demeure responsable de tous les accidents ou incidents que pourraient occasionner ses travaux. Il devra en conséquence prendre toutes précautions pour les éviter.

Les éventuelles mesures de police de la circulation à adopter en fonction de la réalisation du chantier résultent d'un arrêté de police que l'intervenant ou le bénéficiaire est tenu de solliciter auprès du maire de la ville de MAYENNE, au moins 15 jours avant les travaux.

4.2.2 Emprises - longueur – chargement

L'emprise nécessaire à l'intervenant devra être aussi réduite que possible, en particulier dans le profil en travers de la chaussée et des trottoirs. Cette emprise intégrera les zones de stockage et de chargement des matériaux.

En règle générale, en agglomération, les tranchées longitudinales ne seront laissées ouvertes que sur une longueur ne pouvant dépasser 50 mètres sauf accord particulier au fur et à mesure par sections successives.

D'autre part, l'emprise sera libérée, par sections successives, dans les meilleurs délais. Le chargement des véhicules devra s'effectuer à l'intérieur de l'emprise réservée à l'intervention.

En cas d'impossibilité, le chargement pourra être exécuté hors emprise et uniquement pendant les périodes creuses de circulation.

L'emprise correspondant aux parties de travaux terminés doit être libérée immédiatement.

A chaque interruption de travail de plus d'un jour, notamment les fins de semaines, des dispositions devront être prises pour réduire, avant cette interruption, l'emprise à une surface minimale et évacuer tous les dépôts de matériaux inutiles ainsi que de mettre en conformité la signalisation.

Dans le cas d'une interruption supérieure à 5 jours, l'entreprise est tenue d'informer la ville de MAYENNE.

Cet article n'est pas applicable aux occupants de droit.

4.2.3 Protection et préservations des arbres et plantations.

Lors de l'exécution de travaux sur le domaine public, toutes les précautions seront prises pour assurer la protection des plantations existantes conformément aux dispositions de la norme NFP 98-332 de février 2005 relative aux règles de distance entre les réseaux enterrés et aux règles de voisinage entre les réseaux et les végétaux ainsi que la protection des massifs existants et des pelouses.

Il est interdit :

- de porter atteinte à l'intégrité des arbres et des surfaces végétalisées situés sur le domaine public dans l'emprise du chantier,
- de planter des clous ou tout autre objet dans les arbres,
- d'exécuter des fouilles à moins de 2m du tronc. Les décaissements de plus de 10 cm sont interdits à moins de 2,00 m du tronc de l'arbre (mesuré depuis l'extérieur de l'écorce),
- de les utiliser comme supports pour amarrer et haubaner des échafaudages, des clôtures de chantier ou tout autre matériel et objet quel qu'en soit sa nature,
- de couper les branches ou les racines des arbres situés ou non dans l'emprise du chantier. En cas de nécessité absolue, cette opération devra être réalisée avec l'accord et sous le contrôle des Services Techniques,
- de déposer des matériels et matériaux sur les parties engazonnées. En cas d'absolue nécessité, les Services Techniques de la Ville doivent être prévenus. En fonction du site, la mise en place d'un platelage pourra être exigée.

Dans le cas d'interventions de courte durée et ponctuelles sur pelouse, prévoir un stockage en sac ou sur film de type géotextile. Dans tous les cas, la réfection à l'identique se fera aux frais de l'intervenant.

En toute circonstance, les plantations d'alignement ou de parc devront être protégées du choc des outils ou des engins mécaniques.

De plus, les sols sur un diamètre de 3 m dans la mesure du possible autour des arbres devront être protégés de quelque manière que ce soit, afin d'éviter tout tassement qui pourrait engendrer des asphyxies racinaires.

Si des blessures causées au végétal s'avéraient de nature à en compromettre la pérennité, une expertise serait alors réalisée par le service des Espaces Verts et tous les travaux (élagage, abattage, essouchage, fourniture et mise en place d'un sujet de remplacement) seraient mis à la charge de l'intervenant à l'origine des dommages constatés.

Toute intervention à une distance inférieure et jusqu'à 1,50 m minimum du tronc se fera sur dérogation des Services techniques et nécessitera la mise en place d'un dispositif anti-racines aux frais de l'intervenant. De plus, toute intervention en deçà des distances normatives se fera par une technique respectueuse des racines (aspiration, forage, fonçage, manuelle...), de manière à limiter au maximum les risques de mutilation. Ainsi, dans un souci de préservation des racines, le « minage » dans l'emprise des fosses de plantation est possible. Dans le cas d'arbres considérés comme remarquables et définis comme tels lors de l'état des lieux, ces techniques seront imposées par les Services Techniques.

Les gazons endommagés seront remis en état à la fin du chantier, aux frais du bénéficiaire de l'autorisation dans le respect des règles de l'art.

Les abords immédiats des plantations seront toujours maintenus en état de propreté et seront soustraits à la pénétration de tout liquide nocif pour la végétation.

Il est rappelé que les mutilations et suppressions d'arbres sur les voies publiques sont réprimées par l'article 322-1 et 322-2 du Code Pénal ainsi que par le barème d'évaluation des dégâts occasionnés aux arbres dits d'alignement et d'ornement, spontanés ou plantés.

Les réseaux d'arrosage existant sur les terre-pleins, places et avenues plantés d'arbres, ne peuvent être déplacés ou modifiés sans autorisations spécifiques. Ils doivent être rétablis en l'état primitif par l'intervenant après accord des Services Techniques.

L'installation de câbles électriques, points lumineux ou tout autre dispositif sur les arbres du domaine public est soumise à l'autorisation préalable du gestionnaire de voirie et des Services Techniques, notamment du service des espaces verts.

Dans le cas où la mise en place d'échafaudages, monte-meubles, monte-matériaux ou autres équipements rendrait nécessaire l'élagage des arbres du domaine public, les services techniques devront être à cette fin sollicités au moment de la demande d'accord par l'intervenant.

4.2.4 Ecoulement des eaux

L'accès des propriétés et l'écoulement des eaux de la voie et de ses dépendances devront être constamment assurés.

4.2.5 Poteaux ou mâts de lignes aériennes

La pose de poteaux est soumise aux conditions d'interventions et de réfections provisoires et définitives du présent règlement.

Lors de la dépose, les poteaux y compris leur socle devront être arrachés en totalité dans la mesure du possible et l'exécution en résultant sera remblayée et réfectionnée dans les conditions du présent règlement.

4.2.6 Implantations

Dans la mesure du possible, application du guide SETRA qui fait référence dans le domaine et propose des coupes type selon la nature des travaux, les tranchées et le positionnement des ouvrages doivent être réalisés à l'endroit de la voie ou du trottoir qui permet la meilleure adéquation entre sa gestion et celle des équipements déjà existants, sous réserves des prérogatives de l'occupant de droit.

4.2.7 Clôture des fouilles de chantier et propreté des voies

Quelle que soit leur durée, les chantiers sont isolés en permanence des espaces réservés à la circulation des personnes et des véhicules. En agglomération, les fouilles seront clôturées par un dispositif s'opposant aux chutes de personnes, ce qui exclut formellement le simple ruban multicolore.

Les éléments de protection métalliques ou de bois ne devront pas comporter de défauts susceptibles de diminuer leur résistance et devront être exempts d'échardes ou de pointes.

Les chaussées des voies communales devront être nettoyées et remise en état, notamment les dépôts laissés par les tracteurs ou engins lors des sorties de parcelles, présentant un danger pour la circulation.

La voie publique utilisée par le chantier devra être balayée tous les jours en fin de travail et débarrassée de tous déblais et détritux divers, y compris le nettoyage des grilles et avaloires.

Les camions transportant des matériaux devront être équipés de façon à éviter toutes chutes de matériaux lors des déplacements.

Il est interdit de préparer des matériaux salissants sur la voie publique sans avoir pris les dispositions nécessaires à la protection des revêtements en place. Toutes les surfaces tachées, soit par des huiles, soit par des ciments ou autres produits, seront refaites au frais de l'intervenant.

Article 4.3 – Exécution des travaux

4.3.1 Sondages

Des sondages de repérage éventuellement nécessaires seront réalisés avant l'ouverture d'un chantier de pose de canalisation, selon les modalités prévues au chapitre IV du titre V du livre V du Code de L'Environnement. Par ailleurs, ils seront soumis à l'approbation du Service Technique et, éventuellement des concessionnaires intéressés et des occupants de droit.

4.3.2 Exécutions des Fouilles

4.3.2.a – Découpe du revêtement : Le découpage sur l'emprise de la tranchée devra être effectué de façon rectiligne et en conformité avec les normes de construction des réseaux (norme 98-331).

Tout découpage exécuté sans ouverture de tranchée fera l'objet d'un pontage de joint.

En cas d'encombrement de réseaux, l'intervenant pourra envisager un terrassement par aspiration.

4.3.2.b - Dépose de pavés, de dalles et autres : Les pavés compris dans l'emprise de la tranchée ou de l'excavation seront transportés ou stockés selon les prescriptions des Services Techniques.

Les revêtements dalles et assimilés seront déposés avec soin, en vue de leur réemploi, ils ne devront pas être fendus, épaufrés ou détruits. Ces matériaux seront stockés et rangés avec soin sur palettes, protégés du vol, des actes de vandalisme et de malveillance, de manière à ne pas les détruire et seront évacués immédiatement.

L'intervenant transportera ces matériaux selon les prescriptions des Services Techniques de la ville de MAYENNE.

4.3.2.c - Etalements : Les fouilles devront être étayées et blindées selon la réglementation en vigueur. L'intervenant et son exécutant sont tenus de prendre toutes dispositions utiles à cet égard.

4.3.2.d - Déblais, dépôts de matériaux, stockage et évacuations : La réutilisation des déblais ne pourra se faire que dans le respect des prescriptions du guide SETRA.

Dans une volonté d'inscrire les travaux de voirie dans une politique de développement durable, la réutilisation des déblais sera autorisée à condition d'avoir des niveaux de compactage de qualité.

Dans ce cas, les matériaux non pollués et à teneur en eau convenable pourront être réutilisés après accord de la Direction des Services Techniques.

Tout dépôt de matériaux et matériels est strictement interdit sur les espaces verts ou contre les arbres.

Pour les fouilles à plus d'1 m (un mètre) de profondeur, les déblais pouvant être réutilisés seront stockés de façon à ne pas encombrer les caniveaux ou rigoles et à ne pas gêner, ni interrompre la circulation, ainsi que l'écoulement des eaux de la voie

publique et des propriétés riveraines ; ils seront disposés de manière à occuper le moins d'espace possible. Dans le cas où ces déblais devraient être disposés du côté du caniveau, l'intervenant devra préalablement placer un dispositif permettant le libre écoulement des eaux dans ce caniveau et assurant la sécurité des usagers.

Les matériaux des fouilles impropres à la réutilisation seront évacués vers un centre agréé de recyclage des déchets au fur et à mesure de leur extraction pour les chantiers programmables et sous 48 heures pour les travaux non programmables, à l'exception des pavés sous-jacents à la couche de surface.

Seuls les matériaux de surface (dalles, pavés) susceptibles d'être réutilisés après accord de la Direction des Services Techniques seront soigneusement rangés à part, en un lieu où ils ne gêneront pas la circulation des véhicules et des piétons.

4.3.2.e - Suppression d'ouvrages non utilisés : En cas de cessation d'utilisation des installations, les ouvrages existants dans le sol public (poteau bois ou béton, potence, ou potelet de façade, et autres installations ..) devront, le cas échéant :

- soit pour un motif de sécurité ou dans l'intérêt de la voirie, être supprimés conformément aux règlements en vigueur, à la demande de la ville de MAYENNE et les lieux remis dans leur état primitif, par les soins et aux frais de l'exploitant ou de ses succédants ou ayants droits. Faute par eux d'y procéder, ces travaux pourront, après mise en demeure, restée sans effet, être exécutés au frais, risques et périls de l'intervenant ou de ses succédants ou ayants droit.

Cet article n'est pas applicable au gestionnaire de réseau public de distribution de gaz naturel qui applique la réglementation applicable en la matière.

4.3.3 Remblais

4.3.3.a - Le remblai des fouilles : est réalisé selon les règles de l'art, soit avec une grave naturelle calibrée, selon les prescriptions du Service Technique, compactée par couches successives, soit par l'utilisation de matériaux auto-compactant agréée par le service technique, le compactage étant réalisé selon les notices techniques appropriées. Le fuseau granulométrique des graves naturelles est de 0-31,5 maximum sous trottoir et de 0-60 maximum sous chaussée.

Les matériaux extraits des fouilles peuvent être réutilisés, le cas échéant, avec l'accord préalable du représentant de la Direction des Services Techniques. Dans tous les cas, les matériaux argileux, les limons et les vases sont à éliminer.

Lorsqu'il a été constaté contradictoirement que le remblayage ne satisfait pas aux prescriptions posées par le présent règlement ou à celles de la réponse donnée dans l'Accord Technique Préalable, il est repris, aux frais de l'intervenant, dans le cadre de la remise en état définitive.

Cet article ne s'applique pas aux occupants de droit qui appliquent les règles et normes applicables en la matière.

4.3.3.b - couverture des réseaux : Celle-ci est mesurée à partir de la génératrice supérieure de la canalisation ou de l'ouvrage jusqu'à la surface du sol et en tout état de cause répondra à la norme technique s'appliquant à chaque intervenant.

Tout câble ou conduite de quelque nature que ce soit doit être muni, conformément aux textes en vigueur (norme NF T 54-080) d'un dispositif avertisseur (treillis ou bande plastique) d'une couleur respective pour chaque réseau.

Cette règle ne s'applique pas pour la mise en place des réseaux utilisant des procédés souterrains (tubage, procédé de forage souterrains).

Les fouilles devront être étayées et blindées dans des conditions suffisantes pour éviter les éboulements et conformément à la réglementation en vigueur.

La ville de Mayenne se réserve la propriété des objets d'art découvert de toute nature qui pourraient se rencontrer dans les fouilles. L'intervenant devra prendre toutes les mesures nécessaires en vue de leur conservation dans l'attente des instructions de l'administration intéressée.

4.3.3.c - sous espaces verts : Sous les gazons, les bons matériaux provenant des fouilles sont réutilisés jusqu'à la cote de moins 20 cm (vingt centimètres) et sous les massifs jusqu'à la cote de - 0,50 . Le complément se fait à l'aide de terre végétale en accord avec le Service Technique sur la qualité de celle-ci.

Au droit des arbres les tranchées sont remblayées à l'identique sous réserve de l'accord de la Direction des Services Techniques sur la qualité des matériaux de remblais.

4.3.3.d - gestion des déchets issus du chantier : En conformité avec l'article L 541-2 du Code de l'environnement, le maître d'ouvrage devra systématiquement prendre en compte la gestion et l'élimination des déchets de chantier.

Il devra, à ce titre, utiliser la démarche SOSED (Schéma d'Organisation et de Suivi de l'Élimination des déchets de chantier) qui suppose :

- de faire préalablement identifier et quantifier précisément les déchets par nature par son maître d'œuvre,
- d'intégrer dans les pièces écrites du marché (règlement de consultation, Cahier des Clauses Administrative Particulières, Cahier des Clauses Techniques Particulières, bordereau des prix...) la prise en compte de la gestion des déchets de chantier au travers de la démarche SOSED.

Ceux-ci ne devront en aucun cas être jetés dans les tranchées ou les fouilles.

Article 4.4 – Restitutions des lieux et contrôles

4.4.1 Principes généraux

La réfection consiste à remettre la zone de travaux en son état initial.

Le revêtement de réfection doit former une surface plane régulière et se raccorder sans discontinuité aux revêtements en place. Aucune modification ne peut être apportée aux ouvrages existants, sans accord préalable du gestionnaire de ces ouvrages. A l'exclusion des ouvrages exploités par des occupants de droit qui ne peuvent être modifiés que par celui-ci.

Tous les équipements de la voie doivent être rétablis à l'identique, à la charge de l'intervenant, à la fin des travaux conformément aux règles de l'art.

Pour les matériaux de surface traités aux liants hydrocarbonés, les travaux pourront être soumis aux prescriptions ci-dessous :

- toutes les surfaces ayant subi des dégradations suite aux travaux de fouilles sont incluses dans la réfection définitive (notion de périmètre des dégradations), de façon à n'obtenir que des lignes droites ou brisées composant des figures géométriques simples (rectangles, carrés), à l'exclusion de toutes courbes ou portions de courbes.
- réfection des délaissés de largeur inférieure à 0.30 mètres le long des façades, des bordures et des joints de tranchées antérieures aux travaux, ainsi qu'à la rencontre des ouvrages de surfaces (tels que regards de visite, bouches d'égouts, bouches à clé, ouvrages ENEDIS/Gaz etc.)
- suppression des redents espacés de moins de 1.50 mètres.
- réfection des parties de voirie qui seraient détériorées aux abords immédiats du chantier durant l'exécution des travaux et du fait de ces travaux.
- étanchement des joints d'après la technique « scellement de fissures ».

4.4.2 Réfections provisoires

La réfection provisoire peut être demandée à l'intervenant ou décidée par lui-même, entièrement à sa charge, et effectuée par ses soins ou par une entreprise exécutant les travaux sous sa responsabilité.

Le revêtement provisoire de la tranchée est effectué en suivi du remblaiement (délai immédiat sous chaussée et de 15 jours sous trottoir).

L'intervenant assure l'entretien des tranchées jusqu'à la réfection définitive pendant une durée maximale d'1 an à partir de la date de réception de fin des travaux.

L'attestation de réfection devra être adressée 48h après l'achèvement réel des travaux et libération du chantier.

En cas de réfection définitive sans provisoire un test de compactage est obligatoire.

Les éléments de type bordures-caniveaux sont soigneusement déposés et reposés dans les règles de l'art.

4.4.3 Réfections définitives et délai de garantie de la réfection définitive

En outre des revêtements, la réfection définitive comprend également :

- les boucles de comptages des feux tricolores de circulation ainsi que les équipements électriques de l'éclairage public, la signalisation verticale et horizontale, le mobilier urbain, les espaces verts et les affluents.

La réfection définitive, entièrement à la charge du pétitionnaire, est assurée par ses soins ou par une entreprise à son service et sous sa responsabilité. La réfection définitive, sauf prescription contraire, intervient suite au remblaiement.

Si une réfection provisoire a été réalisée par l'intervenant, la réfection définitive interviendra au maximum dans un délai de 1 an. (article R*141-13 du code de la voirie).

L'intervenant demeure responsable à partir de la fin des travaux de réfection définitive des désordres occasionnés à la voie et à ses équipements par son intervention. Il peut demander un examen contradictoire.

Le délai de garantie est de un an.

Lorsque la Direction des Services Techniques ou son représentant sera contraint de rappeler des obligations à l'intervenant par écrit ou mail, un délai maximum de 15 jours (quinze jours) lui sera accordé pour remettre les lieux en état.

Passé ce délai ou en cas d'urgente nécessité pour le maintien de la sécurité routière, la Direction des Services Techniques se réserve le droit d'intervenir immédiatement, sans préavis et aux frais exclusifs de l'intervenant dans les conditions du présent règlement.

Article 4.5 – Types de revêtements et prescriptions techniques de réfection :

Le revêtement de réfection doit former une surface plane régulière, et se raccorder sans discontinuité au revêtement en place, tout en respectant le calepinage existant. Aucune modification ne peut être apportée aux ouvrages existants, sans accord préalable du gestionnaire de la voirie.

Sauf stipulation contraire de l'accord technique, les réfections seront réalisées suivant les règles suivantes (voir annexe 6 : Modalités de réfections sur la ville de Mayenne) :

- toutes les surfaces ayant subi des dégradations du fait des travaux seront incluses dans la réfection définitive (notion de périmètre des dégradations), de façon à n'obtenir que des lignes droites composant des figures géométriques

simples (rectangles, carrés) à l'exclusion de toutes courbes ou portions de courbes ;

- La réfection de la couche de roulement nécessitera techniquement des emprises de réfections supérieures aux emprises initiales de la tranchée de façon à reconstituer dans la couche de roulement des **joints qui devront se situer à 0.10 m** au moins des joints d'origines ou d'éventuelles fissures occasionnées par la tranchée. Le joint de fermeture sous chaussée sera réalisé à l'émulsion gravillonnée (2/4) **de 0,20 m de large**.
- Suppression des redans espacés de moins 1,5 m.

4.5.1 Les mesures de Contrôles et les responsabilités de l'intervenant

Les contrôles des travaux de réfection réalisés par l'intervenant seront faits par l'intervenant lui-même, et transmis au gestionnaire de voirie dans un délai de 30 jours suivant la réception des travaux.

L'intervenant devra donc justifier et fournir à la Direction des Services Techniques la ou les preuves objectives des moyens de contrôle.

- qualité de la remise en état des équipements de la voie,
- mise à niveau des ouvrages affleurant.

La Ville de Mayenne et ses représentants ont libre accès au chantier. Afin de garantir la pérennité du patrimoine et la sécurité des usagers.

Les agents de la collectivité sont habilités à formuler toutes les observations en lien avec le déroulement des travaux sur le domaine public (chaussées, trottoirs, cheminements, espaces verts...)

Les travaux ne répondant pas aux règles de l'art seront refusés et devront être repris aux frais de l'intervenant.

A l'issue des autocontrôles et défaut de Dossier d'Ouvrages Exécutés, l'intervenant fournira à la Direction des Services Techniques un dossier comprenant à minima :

- la grille d'analyse qualitative sur tranchées reprise,
- les fiches 'produits' de l'ensemble des matériaux mis en œuvre

4.5.2 Départ du Délai de garantie

Des contrôles de travaux de réfection provisoire ou définitive seront effectués par l'agent habilité de la Direction des Services Techniques.

Ils feront l'objet, pour les chantiers importants et à la demande de l'intervenant d'un examen contradictoire indiquant, le cas échéant, les prescriptions restant à réaliser sous un délai maximum de 15 jours.

La date de fin de chantier sera ensuite corrigée en fonction du constat de réalisation des prescriptions émises.

Pour les autres chantiers, c'est la date de fin de travaux déclarée et constatée par l'agent habilité de la Direction des Services Techniques qui sera retenue pour le démarrage du délai de garantie.

L'intervenant demeure également responsable pendant un an, à compter de la réception des travaux, de la tenue de sa tranchée et des éventuels désordres pouvant intervenir du fait, soit d'une mise en œuvre de matériaux de mauvaise qualité, soit d'un compactage incorrect des remblais ou, plus généralement, en conséquence des travaux qu'il a réalisés.

L'intervenant demeurera entièrement responsable des dommages qui pourraient être causés aux personnes, aux choses, aux ouvrages publics ou aux propriétés privées, soit du fait de ses travaux et de leurs conséquences, soit de la violation des clauses de l'autorisation qui lui aura été délivrée.

Article 4.6 – Inobservation du présent règlement – sanctions :

La Ville de Mayenne se réserve le droit d'agir par toute voie de droit pour sanctionner toute infraction au présent règlement et obtenir réparation des préjudices subis par ses ouvrages.

Domaine public routier : Les infractions aux dispositions techniques du présent arrêté, de même que toute occupation avec emprise du domaine sans autorisation ou non conforme aux prescriptions prévues par la permission de voirie (à l'exception des occupants de droit du domaine public) exposent l'intervenant à une contravention de voirie routière, sanctionnée dans les conditions prévues par les articles L 116-1 et suivants du code de la voirie routière.

4-6-1 Responsabilité de l'intervenant

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés. Le Maître d'ouvrage et l'intervenant ne peuvent notamment se prévaloir de l'accord technique préalable qui leur est délivré en vertu du présent règlement, s'il porte préjudice aux dits tiers. Le Maître d'ouvrage et l'intervenant sont civilement responsables des accidents et dommages susceptibles de se produire du fait des travaux ou de l'occupation du domaine public dans les conditions de droit commun.

4-6-2 Inobservation du présent règlement de voirie

En cas de non-respect des règles édictées dans le présent règlement, l'Administration de la commune de MAYENNE notifiera à l'intervenant l'inobservation constatée et les conséquences qu'elle a entraînée afin qu'il prenne toutes dispositions nécessaires pour remédier à ces nuisances.

En cas d'urgente nécessité pour le maintien de la sécurité routière, l'Administration communale fera, après mise en demeure préalable restée sans effet, procéder dans

les plus brefs délais aux travaux nécessaires pour remédier aux problèmes évoqués ci-dessus et sans pour cela dégager la responsabilité éventuelle de l'intervenant.

4-6-3 Frais de réfection

Les sommes qui peuvent être réclamées à l'intervenant lorsque tout ou partie des travaux de réfection provisoire ou définitive sont exécutés par la commune ou à la demande de la commune par une autre entreprise, comprennent le prix des travaux augmentés d'une majoration correspondant aux frais généraux et aux frais de contrôle.

Les travaux exécutés en lieu et place de l'intervenant dans les conditions fixées par le présent règlement sont facturés par la Ville de MAYENNE à partir des éléments suivants :

- Les prix unitaires fixés d'après les prix constatés dans les marchés passés par la commune pour des travaux de même nature et de même importance ou suivant le coût des travaux établi par le service voirie de la ville.
- La majoration pour frais généraux et frais de contrôle

La majoration pour frais généraux et frais de contrôle est adoptée par le Conseil Municipal. Elle ne peut pas aller au-delà des préconisations de l'article R. 141-21 du Code de voirie routière. Cette majoration est fixée comme suit :

- + 20 % du montant des travaux pour la tranche de travaux comprise entre 1 et 2 286€,
- + 15 % pour la tranche comprise entre 2 287 et 7 622€,
- + 10 % pour la tranche au-delà de 7 622€.

Les frais généraux comprennent les frais de personnel, de matériel et de matériaux pour la gestion et le contrôle des réfections de tranchées ainsi que :

- les frais de signalisation horizontale,
- les frais de remise en place de la signalisation verticale,
- les frais d'entretien ultérieurs effectués sur des réfections provisoires et définitives pour des raisons de sécurité et de conservation des ouvrages de voirie.

Les frais de contrôle comprennent les frais de personnel, de matériel et de matériaux pour vérifier la bonne exécution de la tranchée aux dates et emplacements autorisés.

4-6-4 Recouvrement

Ces interventions donneront lieu au recouvrement du montant des travaux et de la majoration par l'intermédiaire du comptable public de la trésorerie du Pays de Mayenne.

E – ANNEXES

Annexe 1 : Modèle de demande d'Accord Technique Préalable ou Permission de Voirie (A.T.P.P.V.)

Annexe 2 : Modèle de réponse à la demande d'ATPPV

Annexe 3 : Modèle Visite préalable contradictoire

Annexe 4 : Modèle Fiche de visite de Chantier

Annexe 5 : Modèle Avis de fin de travaux ou d'interruption de Chantier

Annexe 6 : Modalités de réfection sur la ville de MAYENNE



Demande d'Accord Technique Préalable ou De Permission de Voirie (A.T.P.P.V.)

N° Dossier A.T.P.P.V.

(Réservé à l'administration)

Seules les demandes reçues complètes au moins **60 jours** (décompte hors jours fériés et week-ends) avant le 1^{er} jour du chantier font l'objet d'une étude.

L'absence de réponse des services techniques dans un délai de 2 mois est à considérer comme un **REFUS**.

Date de réception de la demande :

...../...../.....

LE DEMANDEUR / MAITRE D'OUVRAGE

Nom :

Dénomination :

Adresse :

Tél : @ :

Référence du dossier :

ENTREPRISE(S) CHARGEE(S) DES TRAVAUX

Nom(s) : Mission(s) : Contact(s) : Nom(s) et téléphone(s) :

.....

.....

.....

.....

 **Contact en cas d'urgence disponible 7j/7j et 24h/24h** (Nom/Téléphone) :

LOCALISATION DES TRAVAUX

Voie(s) (Ensemble des voies concernées par le projet) :

.....

Commune :

Complément d'adresse :

NATURE DES TRAVAUX

☐ Electricité ☐ Gaz ☐ Télécom ☐ Assainissement ☐ Adduction d'eau potable

☐ Autres :

☐ Pose de conduite ☐ Branchement ☐ Réparation Réseau

☐ Autres :

☐ Tranchée longitudinale ☐ Tranchée transversale ☐ Tranchée de faibles dimensions

 **Date prévisionnelle des travaux : du/...../..... Au/...../.....**

OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC

☐ Accotement ☐ Trottoir ☐ Chaussée ☐ Voie de bus

☐ Bande / Piste cyclable ☐ Stationnement ☐ Espaces Verts ☐ Autre type de cheminement

Demande à retourner aux services techniques par mail services-tech@mairie-mayenne.net, par courrier ou à déposer en Mairie 10 rue de Verdun 53103 MAYENNE.

Au verso, la liste des pièces **obligatoires** à joindre à la présente demande.

Tout dossier incomplet, mal renseigné et/ou non signé et/ou reçu hors délai fera l'objet d'un **REJET**.

Date :/...../.....

Signature :



Demande d'Accord Technique Préalable ou De Permission de Voirie (A.T.P.P.V.)

LISTE DES PIECES OBLIGATOIRES A JOINDRE A LA DEMANDE

- ☐ Un plan de situation, type plan de la ville, comportant le(s) nom(s) de(s) la voie(s) ainsi que le(s) numéro(s) d'adressage.
- ☐ Un plan d'exécution côté à une échelle convenable avec mise en évidence du projet (couleur, légende).
- ☐ Un mémoire explicatif décrivant :
 - les travaux,
 - la nature de l'occupation,
 - les conditions d'exploitation de l'ouvrage
 - le mode d'exécution prévu,
 - la date d'exécution souhaitée,
 - les mesures envisagées sur le plan de l'exploitation de la route,
 - la sécurité de la circulation.
- ☐ Des documents permettant de juger de l'esthétisme des affleurements (nature et qualité des matériaux, couleur, aspect de surface, conditions d'implantations)
- ☐ Le cas échéant, une note de calcul justifiant la résistance et la stabilité des ouvrages ou installations.
- ☐ La définition des mesures d'entretien ultérieur de l'ouvrage.



Attention : La présente formalité ne dispense pas l'exécutant de :

1 - Souscrire une demande d'arrêt de circulation et de stationnement auprès du Maire. Cela, dans le cas où les travaux nécessitent la prise d'un arrêté de circulation. (Stationnement interdit, feux alternés, etc...).

2 – Réaliser une demande de Déclaration de Travaux/Déclaration d'Intention de Commencement de Travaux via le site « Construire sans détruire ».

L'INSTRUCTEUR DES SERVICES TECHNIQUES

Nom et Prénom :

Qualité :

Adresse :

Tél : @ :

Nom :

Dénomination :

Adresse :

Tél : @ :

Référence du dossier :

Voie(s) (Ensemble des voies concernées par le projet) :

La R.A.T.P.P.V est limitative en ce sens que tous les travaux qui ne sont pas nettement précisés ne sont pas autorisés.

Elle n'est pas valable pour la (les) voie(s) concernée(s) par un autre gestionnaire de voirie.

Toute modification devra faire l'objet d'une nouvelle demande d'A.T.P.P.V.



Accord Technique **SANS** réserve



Refus motivé



Accord Technique **AVEC** réserve(s)



Dérogation motivée

L'exécution des travaux sera conforme au règlement de voirie de Mayenne, disponible en consultation et téléchargement :

[illegible]

Vous devez informer les services techniques 15 jours avant la date de début des travaux.

La présente formalité ne dispense pas l'exécutant de souscrire une demande d'arrêté de circulation et de stationnement auprès du Maire

Visite Préalable Contradictoire
N° A.T.P.P.V.....

L'INSTRUCTEUR DES SERVICES TECHNIQUES

Nom et Prénom :

Qualité :

Adresse :

Tél : @ :

LE DEMANDEUR / MAITRE D'OUVRAGE

Nom :

Dénomination :

Adresse :

Tél : @ :

LES TRAVAUX

Adresse :

Date de début de chantier :/...../.....

Durée prévue des travaux :

ETAT DES LIEUX (il est recommandé de le compléter avec des photos)

This image shows a full page of white paper with horizontal dotted lines, typical of primary school writing paper. The lines are evenly spaced and run across the entire width of the page. There are no margins, text, or other markings present.

 Photos à joindre au dossier.

REGLEMENT DE VOIRIE

Je m'engage à respecter et à faire respecter par les entreprises intervenant sur ce chantier, l'ensemble des dispositions, définies dans le règlement de voirie de la Ville de MAYENNE.

Représentant Services Techniques :

Date :/...../.....

Signature :

Intervenant :

Date :/...../.....

Signature :



Pour assurer l'exécution du présent règlement, les agents de la Ville pourront visiter, autant qu'ils le jugeront utile, les travaux entrepris par les particuliers, entrepreneurs, administrations et les services publics

Nom et Prénom :
Qualité :
Adresse :
Tél : @ :

Nom :
 Dénomination :
 Adresse :
 Tél : @ :

Adresse :

Nature du chantier :

[illegible]

Vérifier l'état des chaussées, trottoirs, bordures, caniveaux, signalisations, espaces-publics, arbres et plantations

.....

Signature :

Signature :

LE DEMANDEUR / MAITRE D'OUVRAGE

Nom :

Dénomination :

Adresse :

Tél : @ :


Voie(s) (Ensemble des voies concernées par le projet) :

Commune :

Complément d'adresse :

 Avis d'interruption de plus de 5 jours (à signaler sous 24 heures)

A partir du/...../..... Pour une durée dejours

 Avis de fin de travaux (à transmettre sous 5 jours)

- Travaux achevé le :/...../.....
- Etat des lieux de fin de travaux programmé ou réalisé le :/...../.....

RESERVES – DATE D’EMISSION DES RESERVES

 Photos

Représentant Services Techniques :

Signature :

Responsable du chantier :

Signature :

RAPPEL DU REGLEMENT DE VOIRIE

Le Représentant des Services Techniques et le Responsable du chantier conviennent que les travaux relatifs aux réserves émises ci-dessus seront exécutés dans un délai de **15 jours** à compter de ce jour. La date de fin de chantier sera corrigée en fonction du constat de réalisation des prescriptions émises. Pour les chantiers sans réserves, c'est la fin de travaux déclarée et constatée qui sera retenue pour le démarrage du délai de garantie. L'intervenant demeure responsable pendant 1 an à compter de la réception des travaux (art. 4.6.4 du règlement de voirie de la ville de Mavenne).

Date de début de garantie :/...../.....

Représentant Services Techniques :

Date :/...../.....

Signature :

Responsable du chantier :

Date :/...../.....

Signature :

ANNEXE 6 : Modalités de réfections sur la ville de Mayenne :

- Descriptif de remise en état des chaussées et trottoirs :

Sous chaussée :

- Découpage à la scie sous revêtement en béton ou en enrobé. Pas de prescriptions particulières pour les revêtements en bicouche
- Décaissement de chaussée avec évacuation des déblais impropres en décharge agréée
- Terrassement en tranchée avec évacuation des déblais impropres en décharge agréée
- Respecter les textes et normes dans la pose des réseaux (lit de pose, enrobage, grillage avertisseur, écartement, ...)
- Remblaiement en matériaux de substitution de type GNT A 0/31.5 ou GNT B 0/31.5, avec reprofilage et compactage conformément au guide de remblaiement en tranchées
- Réfection de chaussée à l'identique du revêtement existant, soit en béton bitumineux à chaud 0/10 avec joint à l'émulsion, soit en béton érodé, soit en revêtement bicouche avec finition en gravier 4/6, ...

Bordures et caniveaux :

- Dépose soignée des bordures et caniveaux, en béton préfabriqué ou grès ou granit, nettoyage de ceux-ci, puis mise en stock sur chantier
- Dans le cas de bordures et caniveaux en béton préfabriqué, si ceux-ci sont trop abîmés à la dépose, prévoir une évacuation en décharge agréée
- Repose ou pose des bordures sur 10 cm de béton dosé à 250 kg/M3, avec calage en béton
- Repose ou pose des caniveaux sur 15 cm de béton dosé à 250 kg/M3, avec calage en béton
- Réalisation de joint au mortier dosé à 400 kg/M3 et respect des joints de dilatations existants

Fonte de Voirie :

- Si besoin dépose de cadre et tampon ou grille, puis mise en stock sur chantier
- Repose de cadre et tampon ou grille au béton dosé à 250 kg/M3

Sous trottoir :

- Découpage à la scie sous revêtement en béton ou en enrobé. Pas de prescriptions particulières pour les revêtements en bicouche
- Décaissement de trottoir avec évacuation des déblais impropres en décharge agréée ou mise en stock des bons matériaux sur site
- Terrassement en tranchée avec évacuation des déblais impropres en décharge agréée ou mise en stock des bons matériaux sur site
- Respecter les textes et normes dans la pose des réseaux (lit de pose, enrobage, grillage avertisseur, écartement, ...)
- Remblaiement en bons matériaux repris sur site ou en matériaux de substitution de type GNT A 0/31.5 ou GNT B 0/31.5, avec reprofilage et compactage conformément au guide de remblaiement en tranchées (Les 15 derniers cm devront toujours être en matériaux de substitution)

- Réfection de trottoir à l'identique du revêtement existant, soit en béton bitumineux à chaud 0/6 sans joint à l'émulsion, soit en béton érodé, soit en revêtement bicouche avec finition en gravier 2/4, ...

Signalisation horizontale :

- Réfection de la signalisation à l'identique, tant en tracé qu'en matériaux : peinture routière ou thermocollée

Signalisation verticale :

Si besoin dépose et repose de signalisation verticale, à l'identique, comprenant scellement au béton

Mobilier Urbain :

Si besoin dépose et repose de mobilier urbain, à l'identique, comprenant scellement au béton.

- Descriptif de Réfection des espaces verts :

La réfection des espaces verts doit remédier aux désordres occasionnés par les travaux et permettre de retrouver aussi parfaitement que possible l'aspect initial des plantations

Elle comprend :

- La reconstitution des surfaces cultivées par régalinge et mise en forme de la terre végétale nécessaire, avec fourniture des apports complémentaires éventuels, en couverture des remblais de sous-sol, (voir 4.3.3 Remblais, c- sous espaces verts). Dans le cas de fouille sur pelouse, il sera demandé de terrasser en respectant les différents horizons avec tri des terres. Ainsi sur pelouse, l'épaisseur de terre prévisible est de l'ordre de 30 cm. En conséquence, la terre extraite sera mise en dépôt sur berge, sans être mélangée à d'autres déblais, de manière à pouvoir être réutilisée lors du remblaiement. Cette terre de plantation ne devra en aucun cas être compactée par des engins de chantier.
- La remise en état des sols situés à l'intérieur des périmètres de protection des arbres, à l'issue de l'intervention. En particulier, les sols compactés durant les travaux seront décompactés par le moyen le plus adapté
- La reconstitution des plantations de toute nature (arbres, arbustes, haies, massifs, pelouses, plates-bandes, etc....) avec apport de tous les végétaux nécessaires, sous contrôle des services techniques, avec une garantie de reprise des végétaux de 1 an
- La réparation des allées et aires diverses
- La remise en état de bon fonctionnement de tous les ouvrages détériorés ou mis provisoirement hors service du fait des travaux, y compris toutes les fournitures nécessaires
- La remise en place du mobilier urbain déplacé
- L'emprise totale des chantiers et de leurs annexes doit être parfaitement débarrassée et nettoyée afin de faire disparaître toute trace de travaux.

Les bons matériaux provenant des fouilles sont réutilisés jusqu'à la cote de moins trente centimètres sous les gazons et moins quatre-vingt centimètres sous les

plantations arbustives. Le complément se fait à l'aide de terre végétale, en accord avec le service gestionnaire des espaces verts sur la qualité de celle-ci. Au droit des arbres sur une longueur de deux mètres et une profondeur de un mètre, les tranchées sont remblayées à l'identique, sous réserve de l'accord des Services Techniques sur la qualité des matériaux de remblai. Aucune fouille au droit d'arbres ne sera refermée sans contrôle préalable du service gestionnaire qui interviendra dans les 24 h à la demande du maître d'ouvrage ou de son entreprise. Le cas échéant, il sera demandé au maître d'ouvrage une réouverture des fouilles, à sa charge, afin de vérifier l'état racinaire des arbres.

La Ville se réserve le droit de faire exécuter par ses propres services, ou autres entreprises mandatées par la Ville quand elle le juge préférable, certains travaux de remise en état, notamment dans les espaces verts, toujours aux frais de l'intervenant.

Les prescriptions figurant dans le Fascicule n°35 du Cahier des Clauses techniques Générales des Marchés Publics de Travaux devront être scrupuleusement respectées, notamment celles concernant les exigences qualitatives et agronomiques des végétaux.

Ainsi concernant les fosses des arbres d'alignement, elles devront offrir un volume de terre végétale de 9 m³ minimum sur une profondeur de 1,50 m.

Concernant les arbustes en massif, la profondeur de terre devra être de 0,80 m minimum, et de 0,30 m pour les gazons.

Le choix des essences végétales (arbres, arbustes), densité, taille à faire doivent être validés par le Service Espaces Verts.

Le paillage biodégradable dans les massifs d'arbustes est recommandé, avec une validation préalable du Service Espaces Verts.

Le choix du type de gazon, la fertilisation doivent être validés.

Les remplacements des végétaux doivent être réalisés à l'identique (respect des espèces et cultivars, respect des tailles,...). Dans le cas de remplacement de plantations plus anciennes, des végétaux de taille adaptée devront être privilégiés.

Le choix et la mise en place du tuteurage seront validés par les Services Techniques. La mise en place de Kit anti vols pourra être exigée sur le remplacement de certains végétaux.

Les végétaux seront contrôlés avant plantation (taille, conditionnement, essence,...).

En fonction de la période de réfection des espaces verts, les Services Techniques se réservent le droit d'exiger la réfection à une période plus propice.

Ces périodes sont comprises de mars à avril et de septembre à octobre pour les engazonnements et de octobre à avril pour les plantations hors période de gel.